Pierre-Olivier SABALOT *

The S.A.B.R.A., at the heart of the process of physical and symbolic appropriation of the South African urban territorial space: the case of Sophiatown/Triomf, 1954/1965 **

Abstract: *Although still little studied, the Suid-Afrikaanse Buro vir Rasse Aangeleenthede (SABRA or South African Bureau of Racial Affairs) nevertheless contributed in a strategic way to the definition and to the political application of the South African racial-separatist ideology, throughout the years of political domination of South Africa by the nationalist Afrikaners (1948-1994). Created in 1948, the SABRA presents itself, in the 1950s, both as a producer of an ideological legitimization speech of territorial appropriation of urban space in South Africa, and a full actor in its development into practical policy through the action of the Minister of Native Affairs (Dr Hendrik Verwoerd, future Prime Minister) and of its Deputy Minister, Professor Werner Willi Max Eiselen, as well as of Members of Parliament belonging to the Commission of Native Affairs of the House of Assembly, every members of the Bureau. The case of the Sophiatown / Triomf suburb, adjoining the City Center of Johannesburg, is symbolic of the will of the Ministry of Native Affairs to remodel, from the middle of the 1950s, the urban territorial space in white areas to establish a strict spatial separation of races (« Great Apartheid »), particularly in the strategic region of Witwatersrand; and to settle poor Afrikaner families of the working class at the heart of the political encirclement device of Johannesburg – Johannesburg the English-speaking- by a « nationalist belt », through a positive discrimination policy : the « ethnic socialism ».*

*

INTRODUCTION

Le S.A.B.R.A. (« *Suid-Afrikaanse Buro vir Rasse-Aangeleenthede* » ou « Bureau sud-africain pour les Affaires raciales »[1]) ; a été fondé en septembre 1948 après des décisions stratégiques du Broederbond comme un « *think tank* » métapolitique universitaire nationaliste afrikaner. Il est resté, tout au long de la domination politique de l'Afrique du Sud par les nationalistes afrikaners (mai 1948 - avril 1994), le producteur légitime essentiel du corpus du discours orthodoxe nationaliste officiel, ainsi qu'un acteur à part entière de la mise[2] en place pratique de l'idéologie raciale-séparatiste, notamment au travers de l'action du Ministre des Affaires indigènes, le Dr Hendrik Frensch Verwoerd (en poste entre 1950 et 1958, avant de devenir Premier ministre entre 1958 et 1966) et de son Secrétaire d'Etat, le Professeur Werner Willi Max Eiselen (lui aussi en poste entre 1950 et 1958) ; respectivement membre et co-fondateur du S.A.B.R.A. et anciens collègues à l'Université de Stellenbosch) ; ainsi que de députés nationalistes membres de la toute puissante Commission des Affaires indigènes de l'Assemblée, tous également membres du Bureau.

---

* Pierre-Olivier Sabalot est professeur de Sciences économiques et sociales en lycée international.
**Communication du 18 mai 2013, à l'Atelier « Civilisations du Commonwealth », lors du Congrès annuel de la Société des Anglicistes de l'Enseignement Supérieur (S.A.E.S.) tenu au sein de l'Université de Bourgogne (Dijon).
[1] L'acronyme en anglais est identique : S.A.B.R.A., *South African Bureau of Racial Affairs*, même si la traduction VIR /OF (« pour »/« de ») laisse supposer un double niveau de discours sciemment organisé, selon le public auquel il est destiné, afrikaansophone ou anglophone.
[2] De la « mainmise » en place, pourrait-on dire…

Dès le début des années 50, le S.A.B.R.A. légitime idéologiquement l'appropriation de l'espace physique et symbolique en zones blanches, au profit exclusif des Blancs ; aussi bien en zones rurales -où la lutte pour la terre[3] a toujours constitué un enjeu majeur de l'affrontement politico-militaire entre groupes ethniques rivaux- qu'en zones urbaines, où l'extraction minière depuis les années 1880 (or, diamants, platine, chrome, vanadium, uranium…) et le boom économique des années 40 (démultiplié par les besoins industriels en temps de guerre) ont attiré des masses ouvrières noires faiblement qualifiées, entrées en concurrence directe avec les masses ouvrières blanches (majoritairement composés de ruraux afrikaners pauvres, déracinés après la Guerre des Boers), encadrées par des syndicats anglophones (puis spécifiquement afrikaners) combatifs et un parti nationaliste en pleine expansion électorale.
Dans le Witwatersrand -région industrielle stratégique autour de Johannesburg qui cristallise tous les enjeux de cette compétition pour l'appropriation de l'espace- le S.A.B.R.A. est au cœur du processus d'un schéma de remodelage urbain fonctionnel en vue d'établir une stricte séparation spatiale entre groupes raciaux et de favoriser un peuplement majoritairement blanc sur un territoire qui a été lui-même déclaré « blanc », la présence physique de Non-Blancs devant être strictement contingentée (nombre limité et espace restreint). Dans cette région, l'exemple du quartier de Sophiatown/Triomf, jouxtant le centre-ville de Johannesburg, va alors constituer un symbole majeur de cette volonté politique de remodelage territorial, entre 1954 et 1965.

I. LA DEMOGRAPHIE, SEULE SCIENCE INFRASTRUCTURELLE EN HISTOIRE

Contrairement au schéma marxiste, ce n'est pas l'économie, mais bel et bien la *démographie* qui constitue la seule véritable *science infrastructurelle* en histoire, celle qui explique les bouleversements sociologiques et politiques et qui fait basculer les rapports de forces historiques. Les bouleversements démographiques *précèdent toujours* en histoire les grands bouleversements politiques, ouvrant à un certain nombre de « Grands hommes », dotés de la Volonté de puissance des « fenêtres historiques » favorables à la réalisation de leurs projets, au-delà de toute démarche morale.
La force brute du nombre, ou *dynamique quantitative*, constitue un premier aspect de cette logique infrastructurelle, aussi bien en termes de valeurs absolues (nombre brut global d'individus au niveau national) que d'analyses sectorielles (nombre but en zones urbaines, nombre brut en zones rurales, nombre brut par province ou région[4]…). Cette dynamique quantitative permet de définir des espaces homogènes de peuplement et d'analyser de façon plus affinée les potentialités en termes politiques. C'est d'autant plus le cas au sein d'espaces très hétérogènes quant à la structure de leurs populations, espaces multiraciaux, multiethniques et/ou multiculturels, en particulier en terre coloniale, où la compétition pour le pouvoir politique s'exprime plus en termes raciaux et ethniques que sociaux (la légitimation « sociale » servant plutôt d'alibi idéologique –c'est à dire superstructurel, en termes marxiens- aux groupes rivaux, comme en Angola où, durant la guerre contre le colonisateur portugais, puis la guerre civile, le M.P.L.A. « marxiste » agglomère essentiellement Ambundus et Métis côtiers urbanisés, tandis que ses rivaux U.N.I.T.A. et F.L.N.A. sont à base ethnique respectivement ovimbundu et kongo).

---

[3] Les terres arables ne représentent seulement que 28% des quelques 1.225 million de km² de l'espace territorial sud-africain total, le reste étant constitué de zones arides et semi-désertiques, à peine favorables à l'activité pastorale extensive, de bovins et d'ovins en particulier.
[4] Ainsi, Werner WIlli Max Eiselen, concernant la région du Cap occidental : Werner Willi Max Eiselen, *Die naturel in Wes-Kaapland*, Ed. S.A.B.R.A., Stellenbosch, 1955, 17 p

Ainsi, lorsque les nationalistes afrikaners arrivent au pouvoir en mai 1948, la répartition raciale de l'Afrique du Sud (11,259 millions d'habitants) est la suivante[5] : Noirs 67,9%, Blancs 20,6%, Coloureds 8,0%, Asiatiques 3,5%. Au sein des Blancs eux-mêmes, le recensement de 1960 distingue ceux-ci par origine ethno-linguistique : sur 3.067.638 Blancs (19,4% de la population sud-africaine), les Afrikaners et assimilés sont 1.780.988 (58,1% des Blancs), les Anglophones et assimilés, locaux de naissance ou immigrés récents 1.150.738 (37,5%), les autres 135.912 (4,4%)[6].
La force du nombre est d'autant plus cruciale lorsque l'une des parties se divise elle-même en factions idéologico-politiques opposées, affaiblissant l'ensemble face aux autres parties : dans le cas afrikaner, à partir des années 70, le « Broedertwis » (la « discorde entre frères ») et la lutte des classes entre classes sociales afrikaners elles-mêmes, classes populaires et moyennes en phase de déclassement socio-économique contre classes supérieures mondialisées -en perte de conscience nationale et politique- alliées aux classes supérieures anglophones pour le contrôle (ou plus exactement la *cogestion*) de l'économie nationale et de l'« hégémonie culturelle » (pour reprendre une expression du philosophe communiste italien Antonio Gramsci), ce qui conduit à affaiblir le *Volk* et à émousser sa puissance politique[7].

L'évolution des rapports de force en termes de croissance démographique différenciée et de déséquilibre entre le poids relatif de différentes communautés ou groupes sociaux, ou *dynamique qualitative,* constitue un deuxième aspect de cette logique infrastructurelle[8]. Les transformations démographiques structurelles (diminution tendancielle de la proportion des Blancs au sein de la population totale et évolution différenciée des pyramides des âges en fonction de l'origine raciale) constituent la cause principale de la chute du pouvoir blanc en Afrique australe, en Rhodésie d'abord, mais surtout ensuite en Afrique du Sud. A partir des années 50, la « natalité de combat » afrikaner s'effrite et les Afrikaners entrent en phase terminale de transition démographique sur le modèle occidental dès la décennie suivante, alors que, parallèlement, la croissance démographique des Noirs s'accélère sous l'effet de la baisse régulière du taux de mortalité, conséquence de l'accès pour les Noirs urbains au système sanitaire et hospitalier performant mis en place par les Blancs –dont l'hôpital de Baragwanath de Soweto, qui accueille annuellement plus de 500.000 patients noirs dès le milieu des années 60. La proportion des Blancs en Afrique du Sud, qui était restée stable entre 1904 et 1946, autour de 21% de la population totale, diminue alors progressivement à partir de cette date : 20,9% en 1946, 19,4% en 1960, 17,3% en 1970, 16,1% en 1980 et 13,2% en 1991[9]. Elle n'est plus que de 9,7% aujourd'hui. Ces modifications structurelles entraînent au moins trois types de conséquences en termes de transformations sociopolitiques :
- économiques, à cause de la situation de plein-emploi, voire de sur-emploi, des Blancs au cours d'une période de très forte croissance économique, à l'époque de Verwoerd, puis de Vorster, jusqu'en 1976[10], se traduisant par un problème de pénurie de main d'œuvre qualifiée

---

[5] Recensement national de 1946, cité par Pierre-Olivier Sabalot, « Urbanisation et citadinité en Afrique du Sud », in *Australes, Etudes Historiques aixoises sur l'Afrique australe et l'Océan Indien occidental* , I.H.C.C. d'Aix en Provence, Ed. L'Harmattan, Coll. Afrique – Recherches et Documents, Paris, 1996, p.61
[6] Recensement cité par Brian Percy Bunting, in *The Rise of The South African Reich*, Penguin Africa Library, Harmondsworth, Royaume-Uni, Ed. 1969, p.488
[7] Sur l'analyse et les conséquences politiques de ce « Broedertwis »: Craig Charney, « Class Conflict and the National Party Split », in *Journal of Southern African Studies*, Rhodes University, Grahamstown, Vol.10, N°2, avril 1984, pp. 269-282
[8] Guy Pervillé, « Qu'est-ce que la décolonisation ? Pour une réhabilitation des facteurs démographiques », communication à un colloque organisé par la *Maghreb Review*, à Londres, les 5 et 6 juillet 1993, publié par *Maghreb Review*, Londres, Vol.19, N°1-2, 1994, pp.84-94
[9] Pierre-Olivier Sabalot, « Urbanisation et citadinité en Afrique du Sud », op cit., p.61-62
[10] Sous l'impulsion politique volontariste d'une économie semi-dirigée et protectionniste menée par Verwoerd, l'Afrique du Sud et connaît des taux de croissance économique exceptionnels, les plus forts de toute son histoire.

et semi-qualifiée : le gouvernement sud-africain doit alors choisir entre augmenter l'immigration européenne, avec des risques de non-assimilation des immigrants à l'*Afrikanerdom* et de modification de la répartition ethniques entre Afrikaners et autres Blancs[11] ; ou mener une politique de qualification professionnelle de la main d'œuvre noire et progressivement assouplir le *colour bar,* à rebours de toute la législation raciale mise en place depuis 1924 et au risque de rendre définitive la présence d'une population noire urbanisée en zone blanche, où elle deviendra majoritaire, ruinant toute possibilité de développement séparé.
- sociologiques, avec l'achèvement définitif du processus d'urbanisation des Afrikaners initié au lendemain du cataclysme démographique de la Guerre des Boers[12] ; l'embourgeoisement (ou plus exactement le « petit-embourgeoisement ») progressif des *Kinders van Verwoerd* (Enfants de Verwoerd) autour de valeurs consuméristes occidentales dans les années 60 et 70[13], entraînant une montée de l'individualisme hédoniste et une perte de combativité politique ; et l'amoindrissement de l'emprise sociale et religieuse des Eglises afrikaansophones (N.G.K., N.H.K., G.K.S.A.), « structures structurantes»[14] essentielles au sein de la communauté afrikaner, qui ont justifié durant des décennies la politique de développement séparé par une interprétation particulière des écrits vétéro-testamentaires.[15]
- psychologiques, faisant resurgir la vieille angoisse existentielle de l'*Oorstroming,* (« Déferlement » ou « inondation »), les Afrikaners se retrouvant noyés par la masse démographique des Non-Blancs, angoisse de destruction physique d'une minorité se retrouvant hors la protection de l'appareil militaro-policier d'Etat[16] en cas d'arrivée au pouvoir de la majorité noire[17] ; une angoisse qui augmente au fur et à mesure de l'évolution politique du Continent africain, en phase de décolonisation, qui s'accompagne parfois de massacres punitifs de Blancs, comme au Congo belge, au Kenya[18], en Angola et au Zimbabwe, ou de leur retrait physique

---

Ainsi, entre 1958 et 1966, la moyenne sera de plus de 5,5% par an, avec un maximum de + 8,71% en 1964, plus fort taux de croissance jamais atteint dans toute l'histoire économique du pays. Cf. Charles Hilliard Feinstein, *An Economic History of South Africa. Conquest, Discrimination and Development*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005, pp. 180 à 188

[11] Cette préoccupation permanente a été au cœur de l'action de la Maatskappy vir Europese Immigrasie (Compagnie pour l'immigration européenne, ou M.E.I.), fondée en 1949 pour promouvoir une immigration blanche assimilable aux valeurs (morales, sociales et politiques) afrikaners. Sur l'historique de la M.E.I., on peut consulter l'incontournable Roland Slater, *Die Maatskappy vir Europese immigrasie: a study of the cultural assimilation and naturalisation of European Immigrants to South Africa 1949-1994,* mémoire de maîtrise de sociologie, Universiteit van Stellenbosch, Stellenbosch, 2006, 125 feuillets

[12] L'exode rural fait passer le taux d'urbanisation des Blancs passe de 54 à 73%, entre 1918 et 1946. Hermann Buhr Giliomee qualifie d'ailleurs cette urbanisation de « processus rapide, chaotique et traumatisant », in *The Afrikaners, Biography of a People,* publié par C. Hurst & Co. Publishers, Londres, 2003, p.274

[13] Albert Grundlingh « Are We Afrikaners getting too Rich ? Cornucopia and Change in Afrikanerdom in the 1960s », in *Journal of historical Sociology,* Vol.21, N° 2/3, Juin-Septembre 2008, Oxford, pp.143-165

[14] L'expression est empruntée au sociologue Pierre Bourdieu, qui caractérisait ainsi, dans les années 60, les structures françaises traditionnelles d'intégration sociale : Ecole, Eglise, Armée, Parti (communiste) et syndicats.

[15] Gilles Teulié, « L'Eglise réformée néerlandaise d'Afrique du Sud : une histoire du calvinisme afrikaner, 1652-2002 », in *Etudes théologiques & religieuses*, Institut protestant de théologie, Montpellier, tomme 77, 2002/4, pp. 551-557

[16] Une angoisse qui plonge de profondes racines dans les réflexes psychologiques traumatiques du vécu de persécution et d'annihilation physique, transmis dans le calvinisme afrikaner par les Huguenots, et réactualisés par le génocide partiel subi par les Afrikaners dans les camps de concentration britanniques au cours de la Guerre des Boers.

[17] Les Prs. Derek du Bruyn et André Wessels analysent cette angoisse qui se traduit par la montée en puissance de la droite politique, in « Vrees as faktor in die regse blanke politiek in Suid-Afrika : die tweede fase van die era van volwaardige regse politieke partye 1976-1982 », in *Joernaal vie Eietydse Geskiedenis*, I.N.E.G., U.niversiteit van die Oranje Vrystaat., Bloemfontein, N°33, Vol.3, décembre 2008, pp. 22-39

[18] La presse afrikaansophone se fait d'ailleurs bruyamment l'écho de ces massacres vengeurs. Pierre Jacques Hugo rappelle que *Die Burger* consacre 804 articles (dont 42% en première page de ses éditions successives) aux massacres, viols et attaques perpétrés à titre de revanche raciale contre les Blancs du Kenya lors de la sanglante révolte des Mau-Mau entre 1952 et 1955 ; ainsi que quelque 36 articles (dont 80% en première page) concernant

définitif, comme en Algérie ; les Afrikaners étant pleinement conscients de leur isolement stratégique en tant que groupe blanc perdu au sein d'un océan de peuplement noir perçu instinctivement comme hostile.

Enfin, l'occupation physique de l'espace, ou *dynamique d'expansion/compression*, et les transformations politiques qui en sont la conséquence, constituent une troisième dimension de cette logique infrastructurelle[19]. Un Etat (en tant qu'incarnation juridique d'une Nation) n'est pas une entité métaphysique éternelle existant au-delà du ou des peuples qui le compose(nt), mais bel et bien le reflet des valeurs propres imposées et mises en forme par le peuple qui occupe son espace territorial à un instant donné et des rapports de forces démographiques que celui-ci entretient avec ses voisins ; et un territoire ne constitue pas à jamais la propriété inaliénable d'un peuple, mais appartient à celui (le dernier) qui est actuellement en place, qui l'occupe et le met en valeur, comme un « capital naturel » à faire fructifier. L'occupation de l'espace physique –le « Grossraum » de Carl Schmitt[20]- correspond donc à un impératif historique aussi bien politique et démographique que strictement économique[21], ce que ne manquent pas de souligner les universitaires spécialistes du S.A.B.R.A., le Professeur de démographie économique Johannes Lodewikus Sadie[22] (de l'Université de Stellenbosch), le Professeur d'économie agricole Johann Christiaan Neethling[23] (de l'Université de Pretoria) et le Professeur d'économie Gerhard Max Erich Leistner (également de l'Université de Pretoria), qui théorisent pour les deux premiers la nécessité d'un strict contrôle de la propriété foncière par les Blancs en zones blanches, et pour le troisième souligne l'impact politique et social de l'arrivée de masses migrantes sur l'espace rural[24] ainsi que les conséquences socio-politiques du contrôle physique exercé sur les mouvements de population[25]. Quant à Philippus Petrus Rudolph van Coller, Professeur d'histoire à Stellenbosch et également membre du S.A.B.R.A., il étudie les bouleversements structurels en termes d'expansion et de compression politique de l'espace territorial du plateau central sud-africain, occasionné par le *Mfecane*, le « broyage » mené par le roi zulu Shaka (qualifié idéologiquement d'« Attila noir »…), entre 1818 et 1828[26], qui a très largement vidé de ses populations (Sothos, Tswanas, mais aussi Ndebeles et Pedis, dont les structures sociales ont été disloquées) la majeure partie de l'Etat Libre d'Orange et le tiers sud du Transvaal, laissant de vastes territoires vides d'hommes noirs aux *Voortrekkers* boers, fuyant la domination coloniale britannique, entre 1825 et 1840, qui

le même type de récits d'atrocités au Congo ex-belge, au cours du seul mois de juillet 1960 : Pierre Jacques Hugo, « Towards Darkness and Death : Racial Demonology in South Africa », in Pierre Jacques Hugo (sldd) *South African perspectives. Essays in honour of Nic Olivier*, Die Suid-Afrikaan, Le Cap, 1989, pp.241-242

[19] Hermann Buhr Giliomee insiste sur l'idée que, dans le cas sud-africain, « Demography is destiny », in « The uses of history », in *New Contree*, Department of History, North West University, Potchefstroom, N°60, novembre 2010, pp.25-26

[20] Carl Schmitt, *Du Politique : 'Légalité et légitimité' et autres essais*, édition française : Ed. Pardès, Coll. Révolution conservatrice, Puiseaux, 1990, pp.127-136

[21] Claude Lützelschwab, « Populations et économies des colonies d'implantation européenne en Afrique (Afrique du Sud, Algérie, Kenya et Rhodésie du Sud », in *Annales de démographie historique*, Belin, Paris, N° 113, janvier 2007, pp.38-42

[22] Johannes Lodewikus Sadie, « Some notes on Bantu demography », in *Tydskrif vir Rasse-Aangeleenthede*, Ed. S.AB.R.A., Stellenbosch, Vol.6, N°3, 1954, pp.36-47

[23] Johann Christiaan Neethling, « Die blanke bewoning van die platteland », in *Tydskrif vir Rasse-Aangeleenthede*, Ed. S.A.B.R.A., Pretoria, Vol. 12, N°2. 1961, pp. 95-102

[24] Gerhard Max Erich Leistner, *Economic aspects of Bantu migrant labour: an investigation into conditions in Pretoria and the Northern Transvaal*, thèse d'économie, Universiteit van Stellenbosch, Stellenbosch, 1963, 222 p

[25] Gerhard Max Erich Leistner, « Economic and social aspects of physical control over rural-urban population movements in South Africa and elsewhere », in *Tydskrif vir Rasse-Aangeleenthede*, Vol.19, N°3, Pretoria, 1968, pp.3-18

[26] Philippus Petrus Rudolph van Coller, *Die swart Attila: verhale van Shaka* , Unie-Boekhandel, Pretoria, 1946, 95 p

s'installent sur ces territoires au cours d'un « *Grand Trek* » mythique, à mettre en parallèle avec la « Conquête de l'Ouest » aux Etats-Unis, à la même époque et pour le même type de raisons politiques et religieuses.

II. LE S.A.B.R.A. ET LE « NATIVES RESETTLEMENT ACT » DE 1954

Dans ce cadre général d'analyse démographique, le S.A.B.R.A. insiste dans ses premiers colloques annuels sur la nécessité de séparer totalement Blancs et Noirs en zones blanches, que ce soit au sein de l'espace d'habitat ou dans le monde de l'entreprise, qu'elle soit industrielle ou agricole.
Ainsi le 1er Colloque annuel, qui se déroule à l'Université de Stellenbosch en janvier 1950[27] et qui peut s'interpréter comme un colloque de première présentation publique du S.A.B.R.A. et de ses premiers travaux, est consacré à « la question indigène », une question sensible qui est évoquée de façon synthétique par les intervenants dans l'ensemble de ses composantes : démographique, sociologique, politique et économique. Constatant que la « question indigène » est liée aux conséquences de l'urbanisation d'une main d'œuvre noire bon marché organisée par l'autorité coloniale britannique, le S.A.B.R.A. prend déjà ouvertement position sur la nécessité de regrouper les Noirs dans des banlieues spécifiques en zones blanches, et d'en contrôler strictement le nombre (« Influx Control »), afin d'enrayer la progression en zones urbaines blanches. Le colloque précède d'ailleurs de quelques mois la mise en place formelle de deux grandes lois majeures de la politique de développement séparé. En effet, Le 7 juillet 1950, le Ministre de l'Intérieur, Theophilus Ebenhaezer Dönges (Ministre « bienfaiteur » du S.A.B.R.A.), qui s'est entouré dans son ministère de membres du S.A.B.R.A. qui ont largement contribué à la rédaction de ses textes, fait voter à l'Assemblée deux lois essentielles qui organisent l'« Apartheid vertical » (ou « Grand Apartheid »). Le « Population Registration Act N°30 » définit légalement les groupes raciaux sud-africains, discriminant légalement Blancs, Noirs et Coloureds (considérés alors par les nationalistes comme des étrangers inassimilables, destinés à être rapatriés un jour ou l'autre vers le sous-continent indien, les Asiatiques seront légalement classés avec les Coloureds jusqu'en mai 1959, avant de constituer un groupe à part entière, reconnu comme un des groupes composant la nation sud-africaine à partir de 1961) ; tandis que le « Group Areas Act N°4 » organise la séparation territoriale entre Blancs et Noirs, délimitant des zones spécifiques (mais déséquilibrées : les Blancs se réservent 86,3% du territoire, laissant aux Noirs les 13,7% restant constitués par les « réserves » définies par l'autorité coloniale britannique, qui les y a parqués depuis la fin du XIXè siècle), au sein desquelles seuls les membres du groupe racial spécifié peuvent acquérir la propriété foncière.

Lors du 2è Colloque, qui se tient en janvier 1951[28], les intervenants s'intéressent aux « indigènes dans la vie industrielle sud-africaine » et développent leurs analyses démographiques évoquées l'année précédente : pour eux, le problème de la main d'œuvre noire bon marché dans les centres industriels sud-africains, notamment dans le Witwatersrand, est d'abord un problème socio-économique de concurrence déloyale à l'encontre des ouvriers blancs, organisée par le patronat anglophone dans sa stratégie de baisse des salaires et de maximisation des profits. Il est donc nécessaire de mettre en place à la fois une législation stricte concernant l'occupation des postes hiérarchiques et les grilles salariales différenciées selon l'origine ra-

[27] S.A.B.R.A., *Die Naturellevraagstuk*, 1er Colloque annuel du S.A.B.R.A., Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1952, 111 p
[28] S.A.B.R.A., *Die Naturel in die Suid-Afrikaanse nywerheidslewe*, 2è Colloque annuel du S.A.B.R.A., janvier 1951, Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1951, 107 p

ciale, afin de maintenir la suprématie blanche dans le monde de l'entreprise en zones blanches ; de remplacer les Noirs par des Blancs peu qualifiés chaque fois que cela est possible et de décourager l'embauche de travailleurs noirs par une taxation spécifique des entreprises, au profit de caisses sociales réservées aux travailleurs blancs pauvres.
Le 3è Colloque, organisé à l'Université de Stellenbosch en janvier 1952[29], est dédié aux « zones de groupes et séparation résidentielle », au cours duquel intervient longuement en ouverture le Président du S.A.B.R.A., le Pr. Gustav Bernhard August Gerdener, Professeur de théologie à Stellenbosch. Pendant ce colloque, est largement commentée la première mise en application du « Group Areas Act » et les premiers résultats qui en découlent, notamment par la définition légale de zones de « containment » où sont regroupés les Non-Blancs en zones blanches, première étape avant l'expulsion vers leurs régions d'origines de Noirs que l'Administration juge indésirables (intellectuels, militants politiques et syndicaux, mais aussi chômeurs, délinquants, alcooliques, …).
Le 5è Colloque, enfin, qui se déroule à Bloemfontein en janvier 1954[30], a pour thème « les indigènes dans l'agriculture sud-africaine ». Il est l'occasion de constater l'importance –tant qualitative que quantitative- de la main d'œuvre agricole noire en zones rurales blanches, et les difficultés rencontrées par les agriculteurs blancs (afrikaners à plus de 90%, sauf au Natal, où la production maraîchère et de canne à sucre est largement entre les mains de quelques gros agriculteurs anglophones) pour se passer de celle-ci. Le S.A.B.R.A. prend position pour la mise en place d'une politique de subventions publiques (compensations financières en termes de revenus pour garantir à la fois des prix bas et des revenus substantiels, mais aussi subventions à la mécanisation et subventions à l'exportation) aux agriculteurs qui renonceront à utiliser de la main d'œuvre agricole noire, afin de sortir de la logique de dépendance et de rapports de force que cette dernière entraîne. Les intervenants s'accordent à souligner que le prix de cette politique sera élevé en termes de finances publiques pour les Blancs, mais payant sur le long terme[31].
De plus, le Pr. Nicolaas Johannes Jacobus « Nic » Olivier, très charismatique Vice-Président du S.A.B.R.A., développe lui-même cette thématique de séparation territoriale dans plusieurs ouvrages[32], brochures[33], articles[34] et interventions publiques, notamment à l'invitation de la South African Broadcasting Corporation (S.A.B.C.), la puissante chaîne nationale de radiodiffusion [35], qui produit des émissions grand public, mais de qualité (contenus et intervenants), destinées à vulgariser la politique gouvernementale et la faire intérioriser aux masses afrikaners, appelées à s'y reconnaître. La S.A.B.C. publie également en 1958 une série d'entretiens avec quatre universitaires membres du S.A.B.R.A., Hendrik Kotzenberg, Christian Gustav

---

[29] S.A.B.R.A., *Groepsgebiede en woonbuurtskeiding*, 3è Colloque annuel du S.A.B.R.A., janvier 1952, Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1952, 144 p

[30] S.A.B.R.A., *Die Naturelle in die Suid-Afrikaanse landbou*, 5è Colloque annuel, Editions du S.A.B.R.A., Stellenbosch, 1954, 113 p

[31] Le Dr Verwoerd évoquera également lui-même le prix élevé à payer par les Blancs et les sacrifices en termes de confort qu'ils devront consentir pour mener à terme une séparation définitive, dans une interview accordée à *Die Transvaler*, le 6 septembre 1955, p. 2

[32] Notamment *Die ontwikkeling van naturellebeleid in die Unie van Suid-Afrika*, Editions du S.A.B.R.A., Stellenbosch, 1952, 30 p (consacré au développent de la politique indigène)

[33] Nicolaas Johannes Jacobus Olivier, *Apartheid : A slogan or a solution?*, Editions du S.A.B.R.A., Stellenbosch, 1954, 12 p

[34] Nicolaas Johannes Jacobus Olivier, « Ons stedelike naturellebevolking », in *Tydskrif vir Rasse-Aangeleenthede*, Pretoria, Vol.10, N°2, 1959, pp.33-45

[35] Nicolaas Johannes Jacobus Olivier, *Ons Bantoegebiede*, synthèse d'une série de six entretiens consacrés aux « zones bantoues », radiodiffusés par l'*Afrikaanse Diens* de la S.A.B.C. en septembre et octobre 1959, Publikasie P61/3A, Publications de la SABC, Johannesburg, 1961, 24 p

Waldemar Schumann, Jan Hendrik Moolman, & George Siegfried Johannes Kuschke, des entretiens consacrés au développement industriel en Afrique du Sud[36].

Le 1er août 1954, Hendrik Frensch Verwoerd et Werner Willi Max Eiselen, Ministre et Secrétaire d'Etat aux Affaires indigènes, font voter une loi très importante, le « Natives Resettlement Act N°19 », afin de permettre à l'autorité administrative de déplacer légalement loin des centres urbains névralgiques les Noirs jugés indésirables (et souvent immigrés récents, installés notamment depuis le début des années 40) en zones blanches, à commencer par le centre-ville de Johannesburg, un symbole pour Verwoerd, qui habite la ville depuis 1936. Le cadre législatif ne fait alors aucune différence entre expulsions individuelles et collectives, et ouvre la voie à l'expropriation et à la réinstallation de Noirs installés en zones blanches vers d'autres zones de regroupement, elles aussi situés en zones blanches, mais loin des centres-villes blancs, ou ils seront plus facilement contrôlables par l'autorité administrative (notamment par l'édification d'un schéma architectural urbain simplifié, facilitant les interventions des forces de sécurité, mais également par la mise en place systématique de « passes », documents d'identité et livrets de travail obligatoires), que vers leurs réserves d'origine ou de rattachement ethnique. L'opposition politique de l'A.N.C. et des associations blanches de gauche, hostiles à l'apartheid, qui organisent manifestations publiques et sit-in de résistance passive dans le centre de Johannesburg, s'avère largement insuffisante pour faire reculer le gouvernement.
La loi ouvre également le champ d'intervention de l'Administration aux quartiers peuplés de Coloureds dans la Province du Cap ; des Coloureds très majoritairement afrikaansophones et calvinistes comme les Afrikaners, longuement étudiés par Eiselen lui-même lorsqu'il enseignait l'anthropologie sociale à Stellenbosch et qu'il souhaite non seulement séparer des Blancs, mais surtout protéger de la concurrence (notamment économique) des Noirs[37], afin de les transformer légalement à terme en catégorie intermédiaire, aux droits civiques et sociaux plus étendus, prélude à la création d'un « Foyer national » coloured, le Kaapland, lui aussi séparé politiquement de l'Afrique du Sud blanche. C'est le sens de sa « Coloured Labour Preference Policy », ou « Schéma Eiselen », une politique de préférence dans les domaines professionnel et social donnée aux Coloureds face aux Noirs mise en place dans l'ouest de la Province du Cap à partir de 1954[38].

III. LA « COMMISSION MENTZ »

Un mois seulement après sa nomination comme Ministre des Affaires indigènes –en lieu et place d'Ernest George Jansen, un austère avocat nationaliste natalien de 69 ans, déjà Ministre des Affaires indigènes dans le premier gouvernement Hertzog entre juin 1929 et mars 1933, mais jugé trop modéré et trop peu efficace par l'aile transvaalienne du Parti- le Dr Verwoerd créé une Commission d'étude en novembre 1950 qu'il confie au Professeur Frederik Rothmann Tomlinson (un de ses anciens collègues à l'Université de Stellenbosch, où Tomlinson enseigne encore en 1950 l'agronomie et la gestion du développement agricole), dans le but de réaliser une vue d'ensemble et de définir la mise en place d'une politique de stricte et définitive séparation spatiale entre Noirs et Blancs, à l'échelle de l'Union sud-africaine toute en-

---

36 Hendrik Kotzenberg, Christian Gustav Waldemar Schumann, Jan Hendrik Moolman & George Siegfried Johannes Kuschke, *Nywerheidsontwikkeling in Suid-Afrika*, série de 4 entretiens sur les ondes de la S.A.B.C. réalisés en juillet 1958, Publications de la SABC, N° P59/9A, Johannesburg, 1959, 22 p
37 Werner Willi Max Eiselen « The coloured peoples and the Natives », in « *Tydskrif vir Rasse Aaangeleenthede*, Stellenbosch, Vol.5, N°3, 1954, pp.1-19
38 Flora Snitcher « The Eiselen Scheme », in *Africa South*, University of Natal, Vol.1, N°3, 1957, pp.40-45

tière, telle que le S.A.B.R.A. l'a déjà esquissée dans son premier Colloque de janvier et qu'il développera encore dans son 3è Colloque de janvier 1952. Une politique de remodelage de l'espace national, destinée à assurer à chaque groupe ethnique sud-africain un développement socio-économique spécifique, à son propre rythme, rompant avec la logique d'un capitalisme intégrateur, négateur des identités culturelles et déstructurant socialement, et en refusant le racisme infériorisant et dévalorisant : le S.A.B.R.A. développe ainsi un discours plus ethno-différencialiste que réellement raciste[39]. La Commission Tomlinson, très majoritairement composée de membres du S.A.B.R.A. (Frederik Rothmann Tomlinson lui-même, Nicolaas Johannes Jacobus Olivier, Christiaan Willem « Chris » Prinsloo, Michiel Daniël Christiaan de Wet Nel, Christiaan B. Young, Jan Hendrik Moolman), rend son rapport en février 1954[40]. Un rapport qui jette les bases pratiques du développement séparé territorial, le « Grand Apartheid », et souligne les investissements nécessaires pour l'Etat blanc sud-africain central (tant financiers que d'aménagement territorial) afin que les réserves noires périphériques, puissent se transformer en véritables « Foyers nationaux » à base ethnique, et qu'ils soient viables à terme sur le plan économique, en vue de se séparer définitivement de l'Etat blanc sur le plan politique, au terme d'un processus progressif que le Dr Verwoerd qualifie lui-même de « décolonisation intérieure ».

Comme une sorte de duplication ; à une échelle plus réduite, une échelle locale, de cette « Commission Tomlinson » ; Hendrik Frensch Verwoerd créé en mars 1952 une Commission chargée de la mise en place du schéma directeur du réaménagement, par le remodelage racial, de l'espace physique urbain blanc dans le Rand et le sud du Triangle du Vaal (incluant les futurs townships de Soweto et Sharpeville)[41], une Commission dont il confie la direction à Frans Engelbertus Mentz, député nationaliste de Westdene, et haut dirigeant du S.A.B.R.A. de la province du Transvaal[42], mais surtout président de la très puissante Commission des Affaires indigènes à l'Assemblée. Rapidement constituée, cette nouvelle Commission, qui prend le nom de son Président, se compose elle aussi entièrement d'« ingénieurs sociaux »[43] membres du S.A.B.R.A., bien décidés à mettre en application pratique les orientations théorisées par le Bureau : en font ainsi partie les Drs. Michiel Daniël Christiaan De Wet Nel (député de Wonderboom, au nord de Pretoria et futur Ministre de l'Administration et du développement bantous -B.A.D.- en septembre 1958), Jan Hendrik Moolman (lui aussi toujours membre de la Commission Tomlinson et qui fait le lien entre les deux Commissions), Jan Jonathan Serfontein (futur Ministre des postes et télégraphes et des affaires sociales en 1954) et Avril Malan (qui est également Président de la *Volkskas*[44]), tous verwoerdistes orthodoxes[45] sur le plan politique.

---

[39] Werner Willi Max Eiselen, *Die naturelle vraagstuk*, Nasionale Pers, Le Cap, 1929, 16 p

[40] Tomlinson Commission, *Tomlinson Commission Report*, Government Printer, Pretoria, 1954, 17 volumes, 3.755 p (dont 66 cartes).

[41] Alan Mabin, « Doom at one stroke of the pen. Urban planning and Group Areas Act, 1935-1955 », séminaire N°13 *Structure and Experience in the Making of Apartheid*, 6-10 février 1990, University of the Witwatersrand, Johannesburg, 1990, pp.31-32

[42] Ivan Evans, *Bureaucracy and Race: Native Administration in South Africa*, University of California Press, 1997, pp.73-74

[43] C'est ainsi que T. Rodney Davenport et Christopher Saunders qualifient la politique sociale volontariste menée par les nationalistes entre 1948 et 1960, dans leur chapitre « The Age of the Social Engineers », in T. Rodney Davenport et Christopher Saunders (sldd) « *South Africa: A modern history* », Toronto University Press, Toronto, 1987, pp. 361 et suiv.

[44] La « Caisse du peuple », banque coopérative afrikaner fondée en avril 1934 par le Broederbond, pour lutter contre l'influence du capitalisme anglo-saxon (guerre économique) et drainer les économies des Afrikaners des classes populaires vers une structure bancaire d'orientation nationaliste. La *Volkskas* a constitué la colonne vertébrale du groupe bancaire ABSA, toujours actuellement le plus grand groupe bancaire d'Afrique du Sud. Le Dr. Avril Malan est le père de Magnus Malan, futur Ministre de la Défense, entre octobre 1980 et septembre 1991.

Après quasiment deux années de travaux et de visites régulières sur le terrain, la Commission rend officiellement son rapport en janvier 1954, un rapport qui divise l'aire concernée en cinq régions : Far West Rand, West Rand, zone de Johannesburg, East Rand, et zone de Vereeniging ; et préconise la création d'un « Natives Resettlement Board » ou N.R.B, une antenne administrative opérationnelle spécifique du Ministère des Affaires indigènes, dotée de pouvoirs étendus et chargée de la mise en place effective de la politique de « relocalisation » des Noirs, proposition qui est intégrée dans le « Natives Resettlement Act » voté six mois plus tard : Willem Hendrik Lategan Heckroodt, ancien directeur de la très puissante et très infiltrée par les nationalistes S.A.R.H. (la SNCF sud-africaine) et membre du S.A.B.R.A. de Johannesburg, en est nommé Président. Le N.R.B. -qui deviendra le « Bantu Resettlement Board » en 1964, puis le « Blacks Resettlement Board » en 1978, avant d'être dissout en avril 1984 après l'abrogation du « Natives Resettlement Act »- est également chargé de publier annuellement un rapport de ses activités.
Concernant la zone centrale de Johannesburg, la « Commission Mentz » définit et propose trois « black spots » (« points noirs » : double sens, en anglais comme en français) à « éradiquer »[46] en priorité (Sophiatown, Martindale et Newclare), trois quartiers voisins d'inégale importance en termes de nombre d'habitants, Sophiatown étant beaucoup plus peuplé et beaucoup plus emblématique que les deux autres. L'« éradication » doit se traduire par l'expropriation sans indemnité des propriétaires noirs et la « relocalisation » de l'ensemble des habitants vers des zones plus éloignées du centre-ville de Johannesburg.

IV. LE CHOIX DE SOPHIATOWN

Le choix de Sophiatown est en effet d'abord le *choix idéologique* de destruction d'un quartier symbolique noir et multiracial de Johannesburg (un quartier en forme de pentagone presque parfait dont le cœur –Edward Road, qui coupe le quartier en deux, suivant un axe est/ouest- est situé à moins de sept kilomètres au nord-ouest du centre-ville de Johannesburg), un quartier emblématique, fondé en 1903 sur un terrain acheté par en 1899, par l'industriel et homme d'affaires anglophone Herman Tobiansky, pour construire une banlieue nouvelle destinée à des mineurs blancs. Les premiers habitants s'installent en 1912 et dès la fin des années 10 -sous l'effet de l'appel d'air économique provoqué par le deuxième « boom » de l'exploitation aurifère lié à la demande mondiale en or qui s'est accrue considérablement pendant et après la Première Guerre mondiale- la population augmente rapidement (3.000 habitants en 1921, 12.000 en 1928, soit + 300% en 7 ans, essentiellement par l'arrivée d'hommes noirs, la structure par sexes de cette époque se trouvant alors très déséquilibrée) pendant que sa structure raciale se modifie en profondeur, les familles blanches déjà installées quittant alors massivement le quartier. Dès le début des années 30, Sophiatown est donc déjà à forte majorité noire, ce qui fait de ce quartier un des plus anciens quartiers noirs de Johannesburg[47]. Renforcés par des vagues régulières de migrations de travailleurs pauvres -ex-ouvriers agricoles en zones rurales blanches accompagnés désormais de leurs familles- qui s'est accélérée durant la Seconde Guerre mondiale[48], vivent à Sophiatown au début des années 50 quelque 59.000 habi-

---

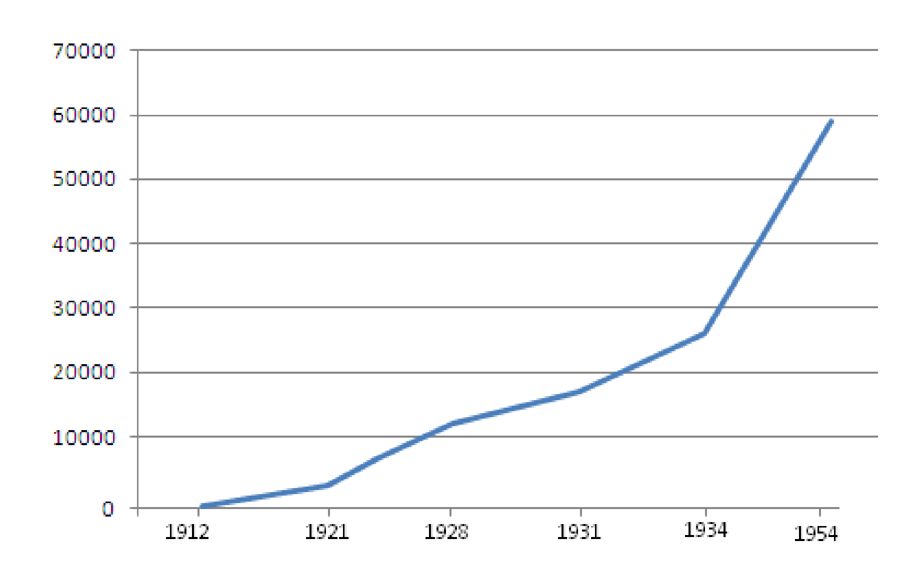
[45] Ivan Evans, op.cit., pp-153 et suiv.

[46] Le terme afrikaans utilisé par le N.R.B. est « verwyder », terme fort qui signifie également « élaguer » et « retirer », comme un médecin retire un kyste.

[47] David Goodhew, *Respectability and Resistance: A History of Sophiatown*, Praeger Publishers, Westport (Connecticut), 2004, XXVI+190 p

[48] MJ Lebelo, « Apartheid's Chosen Few : Urban African Middle Classes from the Slums of Sophiatown to the Northern Suburbs of Johannesburg, 1935-1985 », History Workshop N°13 *Structure and Experience in the Making of Apartheid*, 6-10 février 1990, University of Witwatersrand, Johannesburg, février 1990, p.7

tants, parmi lesquels les Noirs constituent 91,5% de la population (54.000 Noirs, en majorité Zulus et Sothos ; 3.000 Coloureds et 2.000 Asiatiques). La structure foncière est particulière au sein du quartier : en effet, comme le rappelle David Graver, seulement 2% des habitants sont propriétaires de leur logement, 82% locataires et 16% sous-locataires[49] ; locataires et sous-locataires noirs louant d'ailleurs leur logement à d'autres Noirs, eux-mêmes propriétaires et « membres-noyau » de l'élite socio-économique locale. Cette situation est en contradiction complète avec le « Group Areas Act » de 1950, qui réserve aux Blancs l'exclusivité de la possession de la propriété foncière en zones blanches.



Evolution de la population de Sophiatown entre 1912 et 1954

Le quartier est, ensuite, l'épicentre d'une intense vie culturelle (y compris théâtrale et cinématographique), religieuse, musicale (bon nombre de groupes de jazz noirs prennent naissance à Sophiatown, à commencer par les Manhattan Brothers, au sein duquel l'emblématique Miriam Makeba commença sa carrière de chanteuse) et artistique originale, une véritable vie contre-culturelle, culture de combat et de résistance à l'apartheid, produisant des élites intellectuelles noires au sein desquels l'A.N.C. recrute nombre de ses cadres transvaaliens, y compris du plus haut rang, au milieu d'un véritable sanctuaire politique : le Dr Alfred Bitini Xuma, chirurgien et Président –modéré et légaliste- de l'A.N.C. de 1940 à 1949, réside ainsi dans le quartier entre 1935 et 1959. Le magazine *Drum*, magazine glamour, fondé et publié à Sophiatown depuis 1951, traite de culture, de musique, de mode, et constitue un vecteur culturel incontournable, pour des Noirs et par des Noirs, touchant un lectorat de classe moyenne noire, dans l'ensemble des townships noirs du Transvaal[50]. L'émergence d'une économie informelle, sans aucun contrôle normatif, judiciaire, social et fiscal, constitue une autre facette de cette résistance polymorphe : le brassage illégal de la bière (dans lequel se spécialisent les femmes sothos[51]) alors même que l'accès des Noirs aux boissons alcoolisées est strictement règlementé par le « Liquor Act N°30 » de décembre 1928, et le nombre élevé de bars clandestins (shebeens), où se côtoient artistes, intellectuels et militants politiques noirs, mais égale-

[49] David Graver, *Drama for a New South Africa: seven plays*, Indiana University Press, Bloomington (Indiana), 1996, p.226
[50] Michael Chapman (sldd), *The Drum Decade: Stories from the 1950s*, Natal University Press, Pietermaritzburg, 2è éd., 2001, 241 p
[51] David Goodhew, *Respectability and Resistance: A History of Sophiatown*, op.cit., p.7

ment gangsters, permettent l'émergence d'une économie parallèle, celle des « stokvels », comparables aux « tontines » de l'Afrique occidentale francophone, c'est à dire destinées à financer des cérémonies d'enterrements décentes pour les défunts, hors du circuit officiel organisé par l'Administration blanche (ou coloniale en A.O.F.).
De plus, le quartier constitue l'épicentre du crime organisé et du gangstérisme noir de Johannesburg -très influencé par le cinéma américain qui exalte au travers de la Figure du gangster affranchi des normes sociales un modèle spécifique de héros, ou plus exactement d'anti-héros- autre marqueur radical de l'opposition sociale noire à l'apartheid. Les gangsters ou « tsotsis » ; qui s'expriment en un véritable argot alternatif, le « tsotsitaal » -mélange d'anglais, d'afrikaans et d'isiZulu- et à l'instar des célèbres Don Mattera[52] et « Kort Boy » (de son vrai nom George Mbalweni), se veulent la véritable aristocratie de Sophiatown ; entretiennent auprès des Blancs le mythe du Noir urbain antisocial, à l'opposé du bon « Kaffir » soumis de la campagne, un Noir urbain source d'insécurité et de criminalité, et spécifiquement celui du proxénète noir et de ses prostituées blanches, dangereux prédateur sexuel au potentiel génésique démesurément fantasmé[53], alors même que l'« Immorality Act N°5 » du 6 mars 1927 prohibe (entre autres) toute relation sexuelle entre Noirs et prostituées blanches et que l'« Immorality Act Amendment N°21» du 12 mai 1950 interdit toute relation intime entre Blancs et Non-Blancs. La Figure de l'*Ennemi absolu* de l'ordre social racial pour de nombreux nationalistes afrikaners…

Sur le plan géographique, Sophiatown est, enfin, un quartier situé physiquement en lisière ouest des quartiers afrikaners de Westdene, Melville, Auckland Park, Emmarentia, Braamfontein et Brixton, qui constituent eux-mêmes le « cœur afrikaner » de Johannesburg, cœur stratégique de l'« Afrikanerdom » du Witwatersrand, en tant que quartier de l'élite intellectuelle, économique et culturelle, afrikaner du Rand, où sont notamment implantés les sièges du Broederbond, de la S.A.B.C., du Rapportryerbeweging –l'équivalent afrikaner du Lion's Club- du puissant groupe de presse nationaliste Perskor, du Goudstadse Onderwyskollege (l'école normale afrikaansophone du Witwatersrand), de la Randse Afrikaanse Universiteit et également de l'antenne johannesbourgeoise du S.A.B.R.A.[54]
De par sa situation géographique particulière, Sophiatown constitue donc un enjeu symbolique très important pour les nationalistes du Rand, une sorte de scandale (au sens premier du mot grec, *σκάνδαλον,* le piège ou l'obstacle) qui s'étale en permanence quasiment sous leurs fenêtres. D'autant que, depuis dès avant la Seconde Guerre mondiale, le *Johannesburg City Council* (le Conseil municipal de Johannesburg ou J.C.C.), dominé par les élus du United Party et du Parti travailliste -tous deux hostiles aux nationalistes- se refuse à appliquer une stricte ségrégation raciale dans l'espace urbain municipal, et ne parvient pas à éradiquer (en partie pour des raisons budgétaires) la permanence de « zones grises », à peuplement mixte, comme Yeoville (puis plus tard Hillbrow ou Berea) ; et que Johannesburg constitue depuis les années 20 un îlot libéral au sein duquel les organisations blanches et/ou multiraciales anti-apartheid (Parti communiste –C.P.S.A. qui s'autodissout en mai 1950 pour échapper aux prévisibles conséquences pénales répressives que le « Suppression of Communism Act N°44 » du 26 juin 1950 met effectivement en place- puis Congress of Democrats ; syndicats multiraciaux comme le Garment Workers Union d'Emil Solomon « Solly » Sachs ; Springbok Le-

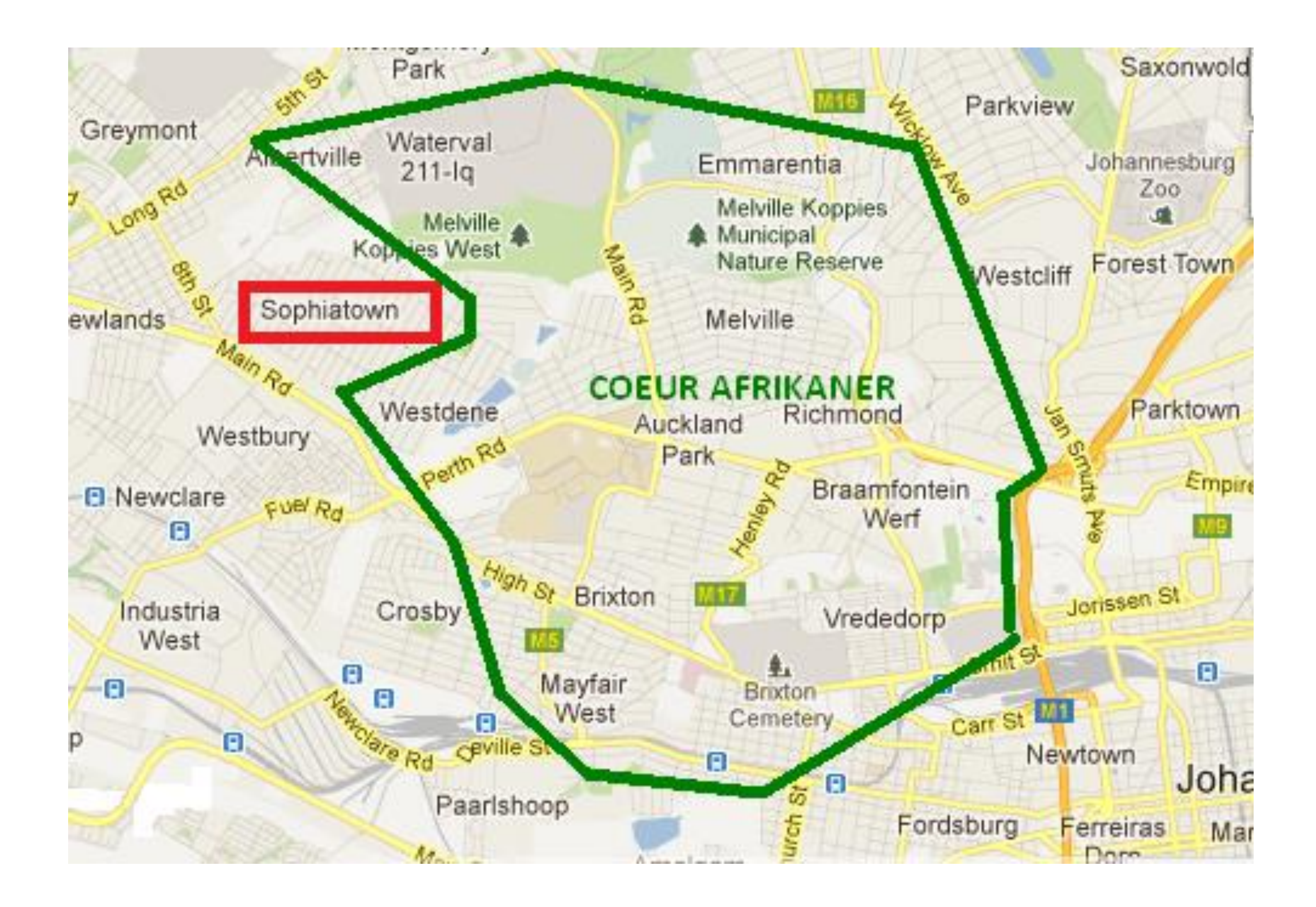
---

52 Dans son autobiographie, Don Mattera évoque ainsi crûment la spécialisation du gang des Berliners dans l'extorsion de fonds, en particulier à l'encontre des commerçants asiatiques du quartier, in *Memory is the Weapon*, Ed. Ravan Press, Johannesburg, 1987, pp.101-102

53 Sur ce thème quasi-psychanalytique, Tamara Shefer & Kopano Ratele, « Racist sexualisation and sexualised racism in narratives on apartheid », in *Psychoanalysis, Culture & Society*, Association for the Psychoanalysis of Culture & Society, Basingstoke (Royaume-Uni), Vol.16, N°1, 2011, pp.27-48

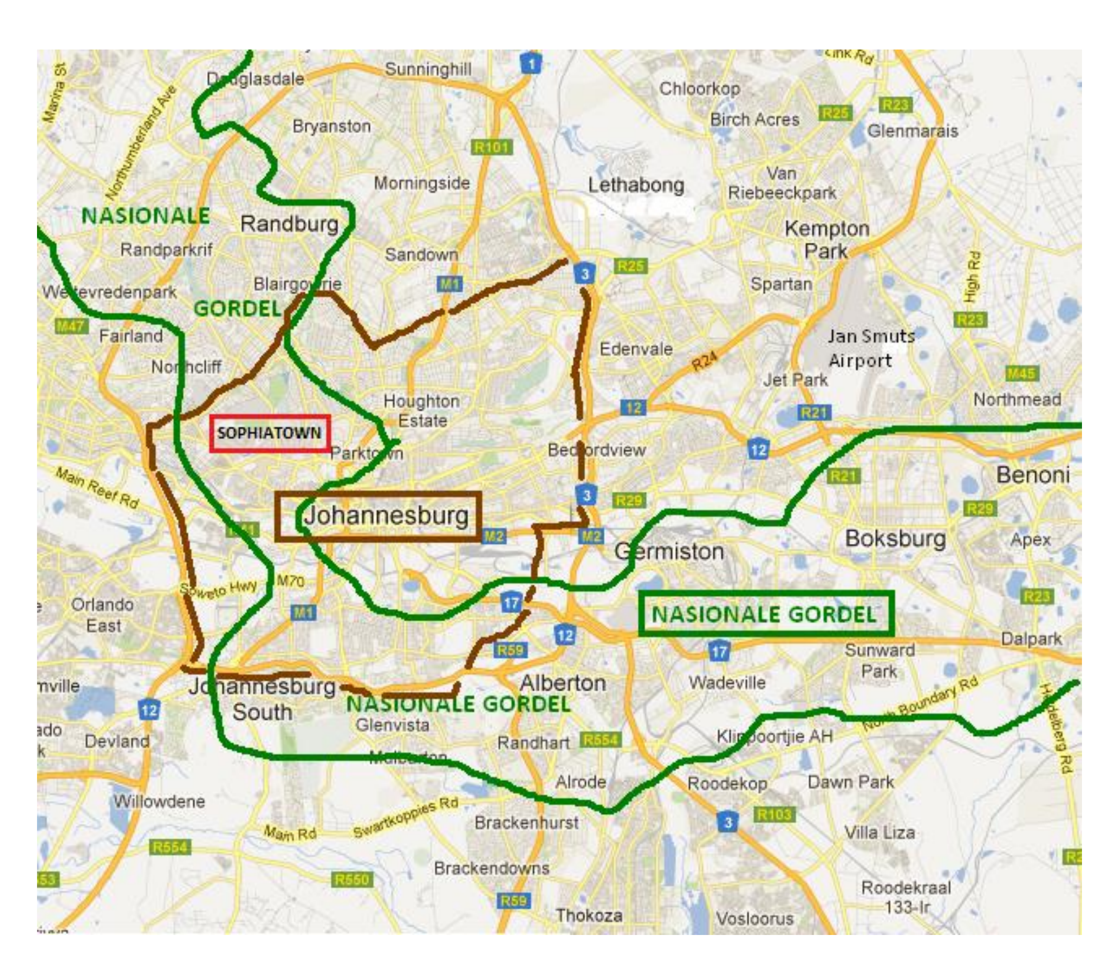
54 Ivor Wilkins & Hans Strydom, *The Super Afrikaners. Inside the Afrikaner Broederbond*, Ed. Jonathan Balls Publishers, Johannesburg, 1978, p.424

gion, puis Torch Commando, composés de combattants puis de vétérans progressistes blancs et coloureds de la Seconde Guerre mondiale ; Black Sash féminin de Joan Sinclair[55]…) ont constitué des bases de contestation/résistance (parfois de façon pacifique et parfois sur le mode de l'action violente) envers la politique du Parti national.



Situation de Sophiatown/Triomf, en lisière du « cœur afrikaner » de Johannesburg (1955)

[55] Le Pr. Nell Marquard s'en prend d'ailleurs vigoureusement aux dirigeants et enseignants membres du S.A.B.R.A. dans un article consacré à l'enseignement chrétien-national, publié par le mensuel du Black Sash : « This is Christian-National Education. Is It Christian ? Is It Education ? », in *The Black Sash/Die Swart Serp*, Johannesburg, septembre 1959, pp.4-6



Johannesburg (en marron), le Witwatersrand, Sophiatown
et le « Nasionale gordel » (en vert), la ceinture électorale nationaliste, en 1955

L'expulsion de ses habitants débute le 9 février 1955, avec l'intervention à l'aube de plus de 2.000 policiers et membres des forces spéciales, armés de fusils anti-émeutes et soutenus par des véhicules blindés. Regroupés dans les écoles et églises du quartier, 150 premières familles noires sont ensuite déplacées en autobus et trains vers les banlieues nouvellement construites de Diepkloof et de Meadowlands, des banlieues que l'Administration juge plus fonctionnelles et mieux équipées en termes d'infrastructures publiques et qui donneront naissance à Soweto (South Western Townships). La politique de liquidation du quartier se poursuit bloc de rue après bloc de rue, progressivement durant quatre ans et demi, en rencontrant une résistance différenciée de la part de la population (les propriétaires se situant plus en pointe dans le refus des expropriations que les locataires et les sous-locataires, qui ont moins à perdre que les premiers), population qui se démoralise et se résigne progressivement, se sentant peu à peu abandonnée par l'A.N.C., qui après une intense campagne de résistance passive (« We won't move ! ») durant l'année 1955, lâche progressivement pied dans le quartier, parallèlement à l'accentuation de ses propres dissensions internes au sein de son organisation au Transvaal, ce dont le manque pas de profiter l'Administration. En octobre 1955, 1.800 familles (environ 8.000 personnes) ont été réinstallées dans quelque 2.100 logements à Meadowlands ; en décembre 1957, le chiffre atteint 7.000 familles (33.000 personnes) ; en novembre 1959, les dernières familles sont expulsées de Sophiatown[56]. Le quartier est détruit par les bulldozers de la police et d'entreprises privées de travaux publics, réquisitionnés par l'Administration, qui s'acharnent particulièrement sur ses parties emblématiques, au fur et à mesure de l'expulsion de ses habitants, dont bon nombre sont brutalisés physiquement par la police et les forces de

[56] Gordon H Pirie & Deborah Mary Hart, « Transformation of Johannesburg's Black Western Areas, 1905-1962 », in *Journal of Urban History*, New York, N°11/4, août 1985, pp.404-405

sécurité. Seules échappent à la destruction l'Eglise du Christ Roi (la « Church of Christ the King » anglicane, dont les locaux sont déconsacrés en 1964, puis cédés à la N.H.K. au début des années 70 et transformés en école du dimanche, destinée à la catéchèse calviniste) et deux maisons, dont celle du Dr Xuma (qui est l'un des derniers Noirs à quitter Sophiatown), maison qui deviendra d'ailleurs un site classé « monument historique » en février 2006.
Le Pr. James Edward Mathewson commente dans les colonnes du *Tydskrif vir Rasse-Aangeleenthede*, la publication théorique du S.A.B.R.A., l'intérêt de l'établissement d'un nouveau et large township noir près de Johannesburg, en termes de contrôle social et de développement maîtrisé de zones urbaines noires en zones blanches, mais aussi d'équipements infrastructurels sanitaires et sociaux, y compris la mise en place d'un réseau plus dense de transports publics, train et autobus et de quadrillage systématique par des services publics municipaux[57]. Il souligne également la cohérence idéologique raciale-séparatiste de la réinstallation séparée des Coloureds et des Indiens de Sophiatown dans des zones différentes (quoique proches) de celles des Noirs : Eldorado Park, township coloured au sud-est de Soweto pour les premiers, à Lenasia, au sud d'Eldorado Park et proche de la base militaire de Lenz pour les seconds.
La reconstruction complète du quartier, confiée à des entrepreneurs privés et en partie financée par un accord avec la Volkskas –qui offre des crédits d'installation/ équipement aux nouveaux arrivants, à des taux réduits- démarre dès décembre 1959, date à partir de laquelle commencent à s'installer les premiers nouveaux habitants afrikaners, essentiellement venus de banlieues sans âme plus éloignées du Witwatersrand oriental, qui s'installent dès l'érection des premiers bâtiments. Plus qu'une logique de réquisition/coopération minimale et au-delà de la morale entre l'Administration et les entrepreneurs privés afrikaners auxquels est confiée une partie de la logistique, la transformation de Sophiatown en Triomf met plutôt en lumière une forme d'imbrication organique entre services de l'Etat et sociétés privées, motivées idéologiquement dans la mise en œuvre d'une politique sociale de « discrimination positive ».

V. TRIOMF ET LE « SOCIALISME ETHNIQUE » AFRIKANER

Cette politique sociale de « discrimination positive » mise en œuvre au travers du processus de création de Triomf, sur les ruines de Sophiatown, que les intellectuels nationalistes baptisent eux-mêmes « Volkskapitalisme » -c'est à dire « capitalisme populaire-[58] doit être qualifiée de façon plus exacte de « socialisme ethnique » -le terme de « socialisme » ayant été explicitement revendiqué dans les années 40 par le Dr Pieter Johannes « Piet » Meyer[59], un des quatre idéologues majeurs du développement séparé, Président du très stratégique Conseil d'Administration de la S.A.B.C. entre 1959 et 1981. Un socialisme ethnique au profit (quasi-exclusif) de la classe ouvrière afrikaner pauvre -souvent peu ou sous-qualifiée, dotée d'un très faible capital culturel et largement touchée par un chômage structurel de masse- qui constitue une base sociale électorale nouvelle et désormais acquise pour le Parti national, une classe ouvrière afrikaner qui perçoit ainsi les premiers dividendes en termes d'avantages sociaux de son soutien politique massif au Parti depuis 1948. Socialisme tourné aussi bien (et parfois sinon plus) contre les Anglophones ; présentés depuis toujours par les nationalistes (y compris

---

[57] James Edward Mathewson « Some aspects experienced in establishing a large Bantu township », in *Tydskrif vir Rasse Aaangeleenthede*, Ed. S.A.B.R.A., Stellenbosch, Vol.7, N°1, 1955, pp.26-37
[58] Dan O'Meara, *Volkskapitalisme. Class, capital and ideology in the development of Afrikaner nationalism, 1934-1948*, Cambridge University Press, Cambridge, 1983, 304 p
[59] Pieter Johannes Meyer, *Die stryd van die Afrikanerwerker: die vooraand van ons sosiale vrywording*, Ed. Pro Ecclesia, Stellenbosch, 1944, 96 p. Docteur en philosophie, Piet Meyer est membre « ordinaire » du S.A.B.R.A. depuis fin 1949 et il n'hésite pas à faire publier des textes de réflexion concernant les relations raciales par le *Tydskrif vir Rasse Aangeleenthede*, dans les années 60.

au travers parfois d'une forme locale d'antisémitisme) comme un groupe socio-ethnique colonialiste –un « peuple-classe », pour reprendre l'expression qu'Abraham Léon utilisait à propos des Juifs en Europe centrale[60]- ennemi des Afrikaners ; que contre les Noirs ou les Coloureds. La mise en place du socialisme ethnique permet l'éradication progressive du chômage chronique d'Afrikaners peu qualifiés par une politique de priorité à l'emploi et d'embauche massive dans les secteurs publics et parapublics de la technostructure (nationaux et locaux) en pleine croissance (administrations séparées et dédoublées Blancs/Non-Blancs mais également Afrikaansophones /Anglophones, aux effectifs pléthoriques et peu productifs ; secteurs industriels stratégiques miniers et énergétiques ; transports publics ; armée et forces de sécurité ; enseignement ; postes et télécommunications ; secteur bancaire d'Etat…) où le bilinguisme afrikaans/anglais devient obligatoire, ce qui favorise les Afrikaners, car les Anglophones rechignent souvent avec dédain à apprendre l'afrikaans, considéré comme un langage inférieur ; par l'« afrikanerisation » (« Verafrikaansing ») de certains secteurs privés via l'obligation de quotas d'embauche et de rémunération depuis les simples employés jusqu'aux membres des conseils d'administration les plus feutrés ; ainsi que par les aides directes à la création d'entreprises.

S'inspirant en partie des exemples de « capitalismes d'Etat » -des Etats-Providence protectionnistes- que mettent en place dans les années 60 les régimes autoritaires de certains pays asiatiques anticommunistes (Taïwan, Corée du Sud, Singapour, Malaisie, Indonésie de Suharto…), cette politique clientéliste marque également une volonté de réappropriation « politique » de l'économie sud-africaine -largement dominée par les Anglophones- par les Afrikaners et de rattrapage en termes de niveaux de vie entre les deux « nations blanches » du pays, ce qui constituait déjà un des objectifs principaux du Broederbond dans sa logique de « guerre économique » menée contre le capitalisme anglophone local depuis les années 30. Ainsi, en 1946, l'Afrique du Sud compte quelque 300.000 « pauvres Blancs », presque tous afrikaners, soit plus de 22% de la population afrikaner totale[61], dont bon nombre sont clochardisés dans les centres-villes, et en 1966, les Afrikaners sont en situation de plein emploi (moins de 4% de taux de chômage). De même, la répartition de la part du PIB dévolue aux Blancs, entre Afrikaners et Anglophones, est très inégale en 1946, 40%/60%, mais se rééquilibre progressivement ; elle n'est plus que de 47%/53% en 1960, et atteint 50%/50% en 1976. Le revenu moyen par tête des Anglophones est 2,11 fois supérieur à celui des Afrikaners en 1946 ; 1,56 fois en 1960 ; et il n'est plus que de 1,41 fois en 1976[62]. L'économiste Steve Gelb qualifie quant à lui de « racial-fordiste » ce modèle d'accumulation capitalistique et de croissance économique industrielle basée sur l'intégration des classes populaires blanches au « centre » et l'installation des masses ouvrières noires sous-qualifiées en « périphéries » [63], un modèle qui s'essouffle après les émeutes de Soweto –où justement ont été « réinstallées » les élites noires expulsées de Sophiatown quelques années auparavant…- en juin 1976, qui marquent symboliquement pour l'Afrique du Sud la fin des « Trente Glorieuses » locales.

L'intégration socio-économique au système productif de ces nouvelles couches sociales blanches entraîne donc des besoins spécifiques en termes de logements –dont la construction constitue en elle-même un enjeu de croissance économique endogène, pour le secteur des BTP- mais également des nécessités d'*adaptation de l'espace social* où vont se créer des nouveaux centres commerciaux (les « Malls », qui commencent à voir le jour dans la deuxième moitié

---

[60] Abraham Léon, *La conception matérialiste de la question juive*, texte de 1942, Ed. EDI, Paris, 2001, 256 p

[61] En octobre 1934, s'est tenu à Kimberley un « Congrès populaire consacré à la pauvreté blanche », organisé par le Broederbond, duquel Verwoerd, encore à l'époque Professeur de psychologie sociale à Stellenbosch, fut le secrétaire. L'intégralité des interventions a été compilée pat Pieter Du Toit (sldd), *Verslag van die volkskongres oor die armblankevraagstuk gehou te Kimberley, 2 tot 5 Oktober, 1934*, Nasionale Pers, Le Cap, 1934, 317 p

[62] Robert Britt Horwitz, *Communication and Democratic Reform in South Africa*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, p.94.

[63] Steve Gelb, « Making sense of the Crisis », in *Transformation*, Overport, Durban, N°5, 1987, pp.33-50

des années 60[64]) où se multiplie et se diversifie l'offre -biens d'équipement et de consommation, ainsi que services. Non seulement les foyers blancs s'équipent massivement en appareils électroménagers, mais ils investissent également dans la primo-accession immobilière et l'achat de véhicules particuliers, les taux d'intérêts étant faibles et l'accession populaire au crédit, facile et encouragée par les autorités. Ainsi, dans les années 60, le taux de possession de véhicules particuliers (à cette époque enjeu symbolique en termes de *prestige social* et de *visibilité sociale* de la possession du capital économique) par les Sud-Africains blancs est le cinquième le plus important dans le monde, après des pays comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Suède[65].
Cette croissance augmente le besoin d'espaces nouveaux, que l'Administration entend s'approprier au détriment des couches sociales noires concurrentes, contribuant ainsi encore à « fidéliser » et « dociliser » les masses afrikaners bénéficiaires de cette politique, en les rendant « complices » moralement du processus d'appropriation institutionnelle, ce qui constitue une forme d'aliénation supplémentaire des couches sociales pauvres afrikaners.

En pleine première phase d'évacuation/destruction Sophiatown et comme volonté de réaffirmer sa parfaite cohérence idéologique avec le Ministère des Affaires indigènes (son bastion), le S.A.B.R.A. organise un « Volkskongres oor die toekoms van die Bantoe », (« Congrès populaire consacré à l'avenir des Bantous ») du 28 au 30 juin 1956, à Bloemfontein, quelques mois seulement après l'entrée en fonction de son nouveau Président, Willem Adolf Landman, Professeur de théologie à Stellenbosch, qui a succédé à son collègue et ami Gustav Bernhard August Gerdener au cours du 7è Colloque annuel du S.A.B.R.A., tenu à port Elizabeth du 13 au 15 janvier 1956, un Colloque consacré aux « Asiatiques en Afrique »[66] : après un groupe racial, un autre...
Ce Congrès populaire est entre autres l'occasion de faire le point sur les enjeux démographiques soulevés par les premières mises en application pratiques du « Natives Resettlement Act » et les déplacements de populations noires en cours et leur réinstallation à Soweto, Sharpeville ou dans leurs Foyers nationaux de rattachement, comme la solution au problème lancinant de la « noircisation » des agglomérations urbaines en zones blanches : Sophiatown est clairement cité comme un exemple de volontarisme et d'audace, y compris dans la phase postérieure de reconstruction, déjà planifiée. Les Prs. Hendrik Bernardus Thom et Nicolaas Johannes Jacobus Olivier (Professeurs à l'Université de Stellenbosch) ; les Drs. Michiel Daniël Christiaan De Wet Nel et Jan Hendrik Moolman, tous hauts dirigeants du S.A.B.R.A., interviennent dans ce Congrès[67], signe de l'importance que celui-ci revêt aux yeux du Bureau, en particulier dans sa stratégie de communication publique.

Enfin, le choix même du nouveau nom très fortement symbolique pour le quartier, « Triomf » (c'est à dire « Triomphe »), traduit bien le sentiment d'euphorie gouvernementale dans la stra-

---

[64] Ainsi, dans le « Rosebank Mall » à Johannesburg même, ou le « Sandton City Centre » dans la commune de Sandton, qui voit elle-même le jour en 1969, par la fusion des riches banlieues blanches de Sandown et de Bryanston, situées à seulement 20 km du centre de Johannesburg. En 1995, La municipalité de Sandton est dissoute et se voit agglomérée au City of Johannesburg Metropolitan Municipality (C.J.M.M.), le « Grand Johannesburg ».
[65] Cité in South African Democracy Education Trust (en ouvrage collectif), « *The Road to Democracy in South Africa* », Vol.1 (1960-1970), Ed. Zebra, 2004, p. 46
[66] S.A.B.R.A., « Die Asiaat en Afrika », 7è Colloque annuel, tenu à Port Elizabeth du 13 au 15 janvier 1956, et compilé in *Die Asiaat en Afrika : referate gelwer op die sewende jaarvergadering van die SABRA*, Ed. S.A.B.R.A., Stellenbosch, 1956, 120 p
[67] Hendrik Bernardus Thom, Nicolaas Johannes Jacobus Olivier, Michiel Daniël Christiaan De Wet Nel & Jan Hendrik Moolman (sldd), *Volkskongres oor die toekoms van die Bantoe: referate en besluite, Volkskongres Bloemfontein, 28-30 junie 1956,* Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1956, VII+140 p

tégie de remodelage racial, au cœur du processus d'appropriation territoriale. Il semble alors au Ministère des Affaires indigènes, mais aussi aux intellectuels du S.A.B.R.A., que tout est possible sur le plan politique, et que la Volonté de puissance est sans limite. Ce nom semble constituer une sorte d'apothéose à l'année 1959 -une année particulière pour l'Afrikanerdom- qui se termine. En effet, cette année 1959 a été décrétée par les idéologues nationalistes du Broederbond, de la F.A.K.[68] et du S.A.B.R.A., mais aussi et surtout par la très puissante Académie sud-africaine des Sciences et des Arts (la S.A.A.W.K.[69], un autre bastion idéologique des intellectuels afrikaners) comme l'année du « Wonder van Afrikaans », le « Miracle de l'afrikaans ». Ces organisations mettent en place tout au long de l'année 1959, cinquante ans après la naissance de la S.A.A.W.K. et dix ans après l'inauguration du *Voortrekkermonument* de Pretoria, un ensemble de festivités populaires, organisées dans l'ensemble du pays, en particulier le 30 mai, où quelque 60.000 Afrikaners se retrouvent à Pretoria, aux pieds de ce même *Voortrekkermonument*, pour célébrer la vitalité de leur langue, qui s'est imposée comme la langue dominante dans le pays, de par la Volonté des dirigeants, culturels comme politiques. Pour la S.A.A.W.K., la F.A.K., le Broederbond ou le S.A.B.R.A., l'année 1959 est celle où après tant d'efforts et de sacrifices, la langue nationale a enfin atteint sa maturité, devenant enfin une « volwaardige wêreldtaal », une « véritable langue mondiale »[70], qui s'est réapproprié l'espace politique et symbolique national sud-africain. En effet, la langue n'est pas seulement un moyen utilitaire de communication, elle est aussi -et peut-être même surtout- un véhicule identitaire et un mode de mise en forme et d'expression de valeurs idéologiques. Choisi avec soin, le nom de Triomf constitue donc une sorte de consécration symbolique pour les partisans du « Verafrikaansing » à l'échelle nationale, clôturant les festivités du « Wonder van Afrikaans », comme une sorte de point d'orgue.

VI. TRIOMF, UN ENJEU POLITIQUE

Triomf représente en outre un enjeu politique majeur pour les nationalistes.
Tout d'abord, le quartier constitue un verrou dans le dispositif politique de la « ceinture nationaliste » (« Nasionale gordel ») périphérique du Rand, à l'assaut d'un Johannesburg (« Goudstad », la ville de l'or, même nom que les Zulus donnent à la ville, « eGoli ») riche et anglophone, et plus généralement du Witwatersrand, cette poche de fort peuplement où les Afrikaners ont toujours été démographiquement minoritaires face aux Anglophones et où ils ne constituent en 1948 que 36% de la population blanche[71]. La stratégie d'« encerclement électoral » de Johannesburg par les nationalistes débute avec les grèves insurrectionnelles de mars 1922, des grèves d'ouvriers miséreux essentiellement d'origine afrikaner (anciens petits agriculteurs boers massivement entassés dans les banlieues du Rand après la Guerre des Boers et la destruction de leurs fermes par l'armée britannique), grèves à tonalité aussi bien sociale qu'identitaire et soutenues à la fois par les nationalistes et les syndicats ouvriers dirigés par

---

[68] « Federasie van Afrikaanse Kultuurvereniginge », ou « Fédération des associations culturelles afrikaans », fondée par le Broederbond en décembre 1929, comme paravent culturel de son action publique. Regroupe au milieu des années 50 plus de 3.000 associations assurant un maillage très serré du monde culturel par les nationalistes afrikaners.

[69] Fondée le 2 juillet 1909 à l'initiative du Général Hertzog, lors d'une conférence tenue à Bloemfontein, la « Zuid-Afrikaanse Akademie voor Taal, Letteren, en Kunst » se voit confier la mission de promouvoir la langue et la littérature néerlandaise, ainsi que l'art et l'archéologie sud-africains, face au rouleau compresseur acculturateur anglophone. En 1942, après la création d'une faculté de sciences et de technologie, l'Académie se transforme en S.A.A.W.K., « Suid-Afrikaanse Akademie vir Wetenskap en Kuns ».

[70] Martinus Stephanus Du Buisson, *Die Wonder van Afrikaans: bydraes oor die onstaan en groei van Afrikaans tot volwaardige wêreldtaal*, Voortrekkerpers, Johannesburg, 1959, 210 p

[71]Pieter Johannes Meyer, *Nog nie ver genoeg nie*, Ed. Perskor, Johannesburg, 1986, p.164

des Anglophones de gauche, hostiles au grand patronat minier anglophone ; et qui sont brisées par le force lorsque le Premier ministre, le Général Jan Christiaan Smuts, un Afrikaner modéré allié aux libéraux anglophones, proclame l'état d'urgence et la loi martiale et fait intervenir aviation et infanterie[72]. Elle se poursuit progressivement avec la constitution de syndicats ouvriers purement afrikaners, afin de contrer les syndicats anglophones et multiraciaux, politiquement progressistes, dans les secteurs industriels, essentiellement minier et textile, et de rallier les ouvriers à la cause nationaliste, comme l'*Afrikanerbond van Mynwerkers* (A.B.M.) en novembre 1936, puis le *Blankewerkersberskermingsbond* (B.W.B.B.)[73], en juin 1944, une Ligue dont Frans Engelbertus Mentz est du reste lui-même un des co-fondateurs. Cette stratégie s'élargit avec la création en octobre 1937, par Johannes Gerhardus Strijdom, unique député nationaliste du Transvaal à cette époque et futur Premier ministre d'Afrique du Sud (entre novembre 1954 et août 1958), d'un quotidien nationaliste, publié à Johannesburg, *Die Transvaler*, dont il confie la direction au Dr Verwoerd, qui en sera le rédacteur en chef entre le 1er octobre 1937 et le 31 décembre 1948. Onze années cruciales pour le Parti nationaliste[74], d'autant que sa victoire-surprise le 26 mai 1948 s'explique en grande partie par le basculement électoral des classes moyennes et populaires afrikaners du Transvaal[75], ouvriers et agriculteurs, du Parti uni et du Parti travailliste vers les nationalistes, en particulier sous l'effet de l'intense propagande menée par *Die Transvaler*, porte-voix et relais officiel du parti dans le Witwatersrand. Le « projet Triomf » tiendra donc particulièrement à cœur au Dr Verwoerd, devenu lui-même député du Transvaal méridional (Heidelberg, au sud de Johannesburg, circonscription géographiquement incluse dans le secteur de réaménagement de l'espace urbain confié à la Commission Mentz), en avril 1958. Son successeur à la tête du *Transvaler*, le Pr. Gert Daniël Scholtz, membre éminent du S.A.B.R.A. du Transvaal et qui deviendra également son biographe officiel –son hagiographe, plus précisément[76]- est un partisan infatigable de la défense et de la justification idéologique de la politique raciale du Parti national et en particulier de la politique de séparation résidentielle, qu'il analyse dans une logique de continuité[77].
Enfin, comme une sorte d'épine symbolique, le quartier du futur Triomf se trouve enclavé dans la circonscription électorale de Westdene, celle dont Frans Engelbertus Mentz est lui-même député depuis 1938, et qu'il est bien décidé à éradiquer de son fief le « black spot » que représente Sophiatown, afin de le transformer en quartier afrikaner et d'amplifier ainsi sa propre assise électorale et son rang au sein de l'appareil politique nationaliste.

Alors que plusieurs de ses membres sont à l'origine de la transformation de l'espace physique et symbolique de Sophiatown, le S.A.B.R.A. insiste publiquement au cours des années 60 sur

---

[72] Sur la grève « identitaire » de 1922, on peut consulter l'incontournable Norman Herd, *1922, the Revolt of the Rand*, Ed. Blue Crane Books, Johannesburg, 1966, 210 p

[73] « Ligue afrikaner des mineurs » et « Ligue de protection des ouvriers blancs ».

[74] Le Parti prend plusieurs appellations successives : Parti national maintenu (G.N.P), de 1934 à 1940, puis Parti national réunifié (H.N.P.) de décembre 1940 à juin 1951, et de nouveau Parti national, après juin 1951. Le terme de « Parti national purifié », qui reprend les mêmes initiales (G.N.P.) et que l'on trouve généralement à tort, est un qualificatif injurieux utilisé par la presse anglophone et il est toujours utilisé entre guillemets par les nationalistes eux-mêmes. Le nom du Parti est bien « Gehandhaafde Nasionale Party » (Parti national maintenu) et non « Gesuiwerde Nasionale Party », Parti national purifié.

[75] Lors de la scission de 1934, tous les députés nationalistes du Transvaal ont rejoint le Général Hertzog sauf un, Johannes Gerhardus Strijdom, élu à Waterberg (Nord rural et conservateur), qui rebâtit à sa guise un parti dès lors débarrassé des modérés. Aux élections de 1948, menés par Strijdom, les nationalistes durs obtiennent 32 des 66 sièges du Transvaal (soit 40,5% de l'ensemble des sièges obtenu au niveau national par le cartel nationaliste composé du H.N.P. et de son allié plus modéré l'A.P.), faisant ainsi basculer l'élection au niveau national.

[76] Gert Daniël Scholtz, *Dr Hendrik Frensch Verwoerd 1901–1966*, Perskor, Johannesburg, 1974, 2 volumes, 324 et 325 p

[77] Gert Daniël Scholtz, *Die naturellebeleid van die Nasionale Party onder Hertzog, Malan en Verwoerd*, Service d'information du Parti national du Transvaal, Johannesburg, 1967(?), 23 p

la problématique de la « diminution numérique et de la remigration des Noirs urbanisés », lors de son 14è Colloque annuel, en octobre 1963[78] et fait le point sur les enjeux -politiques et symboliques- de Triomf, lors de son 17è Colloque annuel, spécifiquement consacré à Triomf, un Colloque qui se déroule en octobre 1965 à Kroonstad[79].
Au cours du premier de ces deux colloques, les intervenants, notamment Jan Hendrik Moolman et Jan Lodewikus Sadie, tous deux démographes, mettent l'accent sur les conséquences destructurantes, tant sur la plan démographique et psychologique que social et politique, de l'urbanisation des Noirs en zones urbaines blanches, par un processus de « détribalisation » et de création hétérotélique d'un « dixième peuple noir », mélangé et distinct des neuf peuples noirs « historiques » que compte l'Afrique du Sud, un dixième peuple noir où émergent de nouvelles « solidarités organiques »[80] et une conscience sociale chaotique sur laquelle ne manquent pas de s'appuyer les partis politiques noirs (A.N.C. et P.A.C., mais également plus tard le Black Counsciousness Movement de Steve Biko, tous interdits officiellement), hostiles au « pouvoir blanc ». Cette « détribalisation » menace gravement la viabilité à long terme de la politique raciale-séparatiste d'éclatement de l'espace politique sud-africain en Etat blanc et une « constellation d'Etats »[81] noirs à base ethnique (les « Foyers nationaux » ou « Homelands »), politiquement indépendants les uns des autres, mais interdépendants économiquement au sein de ce que le Dr Verwoerd lui-même nomme un « Commonwealth austral-africain » ; à la fois par la difficulté de maintenir une majorité démographique non-noire en zone blanche et par la « saignée » des forces vives noires les plus dynamiques (aussi bien en termes de quantité de main d'œuvre que de relative qualité de qualification professionnelle) que représente l'émigration vers les zones urbaines industrielles blanches et qui fait obstacle à la politique de développement socio-économique que mettent en place les Homelands eux-mêmes, en partie grâce aux investissements publics consentis par l'Afrique du Sud « blanche ».
Le 17è Colloque se déroule, quant à lui, après que le processus d'installation des familles afrikaners, qui a débuté dès décembre 1959, soit déjà achevé et qu'une véritable vie sociale et culturelle soit en train d'émerger dans le quartier, comme un « marqueur » identitaire et social particulier. Les intervenants ont donc pris un peu de recul quant aux premiers résultats, qu'ils jugent encourageants, et définissent ouvertement Triomf comme un laboratoire social, destiné à servir de modèle à de futurs autres mouvements de déplacements de populations noires hors des zones urbaines blanches. Car l'exemple de Sophiatown/Triomf va effectivement servir de modèle (aussi bien en termes de schéma d'urbanisation que de symbole politique) aux nationalistes lorsque ceux-ci décideront d'organiser le remodelage racial des villes de Durban et du Cap, zones où là encore les Afrikaners sont minoritaires démographiquement au sein de la population blanche face aux Anglophones, ce qui permet de tracer le parallèle avec Sophiatown/Triomf, en termes de contexte. Ces deux remodelages s'effectuent au travers de la destruction du « Cator Manor » noir de Durban en décembre 1959-janvier 1960 (qui débute presque immédiatement après la fin de la séquence de destruction/réaménagement de Sophiatown/Triomf) et du « District Six » coloured du Cap en février 1966 (quatre mois seulement après le 17è Colloque du S.A.B.R.A. de Kroonstad); deux quartiers populaires historiques à

78 S.A.B.R.A., « Vermindering en hervestiging van stedelike Bantoe », 14è Colloque annuel du S.A.B.R.A., octobre 1963, publié par le *Tydskrif vir Rasse-Aangeleenthede*, Vol. 15, no. 1, Ed. S.A.B.R.A., Pretoria, janvier 1964, 80 p
79 S.A.B.R.A., « Triomf », 17è Colloque annuel du S.A.B.R.A., tenu en octobre 1965 à Kroonstad, publié in *Jaarboek van die S.A.B.R.A.*, N°1, Ed. S.A.B.R.A., Pretoria, 1965, 113 p
80 Pour reprendre l'expression classique d'Emile Durkheim.
81 Wilhelmus Josephus Breytenbach, Professeur de sciences politiques à Pretoria, et membre du S.A.B.R.A., utilise cette expression in *The Constellation of States : a consideration*, Ed. de la South African Foundation, Pretoria, 1980, 174 p

forte identité culturelle, enclavés dans des zones résidentielles blanches et à population (relativement) mêlée.
Ce colloque est également l'occasion pour le S.A.B.R.A. de rappeler les grandes lignes du schéma de remodelage urbain spécifique à l'agglomération du Witwatersrand et d'évoquer la situation socio-politique et les perspectives de développement économique de Soweto, la banlieue nouvelle, composée de quelque dix-sept townships agglomérés, là où ont été « réinstallés » les Noirs expulsés de Sophiatown en 1955. Il évoque aussi les enjeux soulevés par les évènements de Sharpeville de mars 1960 et ses répercussions politiques ; Sharpeville, ce township que l'Administration voulait « modèle »[82], un township à l'urbanisation maîtrisée, fournissant de la main d'œuvre noire peu qualifiée aux zones industrielles blanches de Vereeniging et de Vanderbijlpark, dans le « Triangle du Vaal », qui a vu le jour entre 1950 et 1954, juste avant la mise en place de la « Commission Mentz » ; et met en parallèle le remodelage qui semble « réussi » à Sophiatown/Triomf avec celui de Sharpeville, qui s'est soldé par les massacres du 21 mars 1960 (69 morts et plus de 150 blessés).

Le Bureau insiste également de nouveau et un peu plus tard sur la notion de « remigration » (« Hervestiging »[83]), en particulier sur la nécessité de la « remigration des Bantous improductifs »[84] et s'inquiète de « l'afflux des Bantous vers les villes et villages blancs »[85], lors de conférences publiques de présentation, dont plusieurs seront éditées dans une série, intitulée *Memorandum*, dirigée entre 1969 et 1974, par le Pr. Christoffel Jasper Jooste, lui-même Directeur du S.A.B.R.A. entre 1962 et 1982. Cet « afflux », qui prend de nouvelles dimensions à partir de 1966, est une des conséquences, de ce que le S.A.B.R.A. définit comme une « inflexion » de la politique raciale-séparatiste verwoerdienne, menée par le nouveau Premier ministre, Balthazar Johannes Vorster, sous la pression des milieux d'affaires et de certains industriels afrikaners, qui tournent progressivement le dos au « socialisme ethnique » et recherchent des alliances avec les Anglophones conservateurs, déclenchant ainsi une sorte de « lutte des classes » entre groupes sociaux afrikaners, jusque là unifiés par le Parti national, et aboutissant aux deux scissions successives de celui-ci, en octobre 1969 avec la création du H.N.P. (Parti national refondé)[86], puis en mars 1982 du Parti conservateur (K.P.)[87], deux partis de droite farouchement opposés à tout assouplissement de la politique raciale-séparatiste verwoerdienne, considérée comme un « bloc » cohérent. Successivement, le H.N.P., puis surtout le K.P., seront largement soutenus et relayés sur le plan intellectuel par les universitaires du S.A.B.R.A., et ce, dès 1972, lorsque le Dr Carel Willem Hendrik Boshoff, Professeur de théologie à l'Université de Pretoria et gendre du Dr Verwoerd, devient Président du Bureau, un Pr. Boshoff héritier idéologique de la politique de son beau-père.

---

[82] Natasha Thandiwe Vally, *The 'Model' Township of Sharpeville: The Absence of Political Action and Organisation, 1960-1980*, mastère d'histoire, University of the Witwatersrand, Johannesburg 2010, 101 p

[83] Jan Hendrik Moolman, « The resettlement of urban Bantu in the Bantu Homelands », in *Tydskrif vir Rasse-Aangeleenthede*, Vol.15, N°1, Ed. S.A.B.R.A., Pretoria, 1964, pp.52-63. Communication au 14è Colloque du S.A.B.R.A., cf. infra.

[84] Barend van der Merwe, *Hervestiging van onpruduktiewe Bantoes*, Conférence tenue à Ermelo le 4 avril 1967, Coll. Memorandum N°69/9, Ed. S.A.B.R.A., Pretoria, 1969, 12 p

[85] Christoffel Jasper Jooste, *Toestroming van Bantoes na blanke stede en dorpe*, intervention à une conférence annuelle des membres du S.A.B.R.A. du Cap oriental, à Port Elizabeth, le 28 avril 1969, Memorandum 69/20, Ed. S.A.B.R.A., Pretoria, 1969, 25 p

[86] Qui reprend symboliquement les mêmes initiales que le H.N.P. vainqueur en 1948…

[87] Alf Ries & Ebbe Dommissie, *Broedertwis: die verhaal van die 1982-skeuring in die Nasionale Party*, Ed. Tafelberg, 1982, 200 p

CONCLUSION

Symbole des luttes sociales et politiques complexes de l'époque la plus dure de l'apartheid, le quartier de Triomf a l'inspiré l'écrivain afrikaner Marlene van Niekerk (née en 1954), Professeure d'afrikaans et de néerlandais à l'Université de Stellenbosch. La nostalgie –jointe aux jugements au vitriol- qu'elle exprime dans l'un de ses romans, sobrement intitulé *Triomf*, publié en afrikaans en 1994[88], a mis mal à l'aise une partie de l'intelligentsia sud-africaine, compte tenu du sujet de société sensible qui lui sert de toile de fond ; celui de la misère sociale d'Afrikaners déclassés, dans une Afrique du Sud en pleine période de transition politique, sur fond de secrets de famille liés à l'histoire de l'apartheid, familles à la fois complices et victimes aliénées de la logique du système. Ce roman, qui a pu être perçu comme une forme d'absolution des Afrikaners par une autre Afrikaner, a été transposé au cinéma en 2008, par le réalisateur (anglophone) sud-africain Michael Raeburn, sous le même titre : *Triomf*.
Puis, comme une sorte de retour de l'Histoire, le quartier de Triomf est rebaptisé « Sophiatown » par la municipalité de Johannesburg, le 11 février 2006, lors d'une cérémonie présidée par Amos Masondo (maire de Johannesburg entre 2001 et 2011), en présence de centaines d'anciens résidents noirs expulsés en 1955[89], et les rues du quartier reprennent alors officiellement leurs noms d'avant 1955 auprès des services municipaux.
Toujours encore peuplé majoritairement d'Afrikaners pauvres -voire miséreux et marginaux, frappés par le chômage, la précarité sociale et l'alcoolisme[90]- au sein d'une société sud-africaine qui pratique officiellement depuis 1994 une politique de « discrimination positive » (le « Black Economic Empowerment») et de rééquilibrage du pouvoir économique au profit d'une classe moyenne noire en pleine expansion, Sophiatown compte aujourd'hui environ 5.000 habitants, soit douze fois moins qu'en 1955.

[88] Marlene van Niekerk, *Triomf*, trad. française, Ed. de l'Aube, Paris, 2003, 640 p
[89] *Beeld*, Johannesburg, 13 février 2006, p.3
[90] Solidariteit, *White poverty in South Africa, with an emphasis on the Cape Town Metro area*, Ed. Solidariteit, Pretoria, septembre 2008, 13 p. Publié par l'association caritative afrikaner Solidariteit, ce rapport qui se base sur l'étude des statistiques socio-économiques du CSS/SSD (l'INSEE sud-africain), estime que plus de 10% de la population afrikaner vit au-dessous du seuil de pauvreté.

BIBLIOGRAPHIE :

Beeld, quotidien afrikaansophone de Johannesburg
Die Burger, quotidien afrikaansophone du Cap
Die Transvaler, quotidien afrikaansophone de Johannesburg
Tydskrif vir Rasse-Aangeleethede, trisannuel du S.A.B.R.A., publié entre 1949 et 1993, à Stellenbosch, puis à Pretoria
Evans, Ivan, *Bureaucracy and Race: Native Administration in South Africa*, University of California Press, Berkeley, 1997, 401 p
Giliomee, Hermann Buhr, *The Afrikaners, Biography of a People*, publié par C. Hurst & Co. Publishers, Londres, 2003, 700 p
Goodhew, David, *Respectability and Resistance : A History of Sophiatown*, Praeger Publishers, Westport (Connecticut), 2004, XXVI+190 p
Olivier, Nicolaas Johannes Jacobus, *Die ontwikkeling van naturellebeleid in die Unie van Suid-Afrika*, Editions du S.A.B.R.A., Stellenbosch, 1952, 30 p
Olivier, Nicolaas Johannes Jacobus, *Apartheid : A slogan or a solution ?*, Editions du S.A.B.R.A., Stellenbosch, 1954, 12 p
Olivier, Nicolaas Johannes Jacobus, *Ons Bantoegebiede*, synthèse d'une série de six entretiens radiodiffusés par l'*Afrikaanse Diens* de la S.A.B.C. en septembre et octobre 1959, Publikasie P61/3A, Publications de la S.A.B.C., Johannesburg, 1961, 24 p
Pirie, Gordon H & Hart, Deborah Mary, « Transformation of Johannesburg's Black Western Areas, 1905-1962 », in *Journal of Urban History*, New York, N°11/4, août 1985, pp.387-411
S.A.B.R.A., *Die Naturellevraagstuk*, 1er Colloque annuel du S.A.B.R.A., tenu à Stellenbosch en février 1950, Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1952, 111 p
S.A.B.R.A., *Die Naturel in die Suid-Afrikaanse nywerheidslewe* , 2è Colloque annuel du S.A.B.R.A., janvier 1951, Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1951, 107 p
S.A.B.R.A., *Groepsgebiede en woonbuurtskeiding*, 3è Colloque annuel du S.A.B.R.A., janvier 1952, Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1952, 144 p
S.A.B.R.A., *Die Naturelle in die Suid-Afrikaanse landbou*, 5è Colloque annuel, tenu à Bloemfontein en janvier 1954, Editions du S.A.B.R.A., Stellenbosch, 1954, 113 p
S.A.B.R.A., « Vermindering en hervestiging van stedelike Bantoe », 14è Colloque annuel du S.A.B.R.A., octobre 1963, publié par le *Tydskrif vir Rasse-Aangeleenthede*, Vol. 15, no. 1, Editions du S.A.B.R.A., Pretoria, janvier 1964, 80 p
S.A.B.R.A., « Triomf », 17è Colloque annuel du S.A.B.R.A., octobre 1965, publié in *Jaarboek van die S.A.B.R.A.*, N°1, Editions du S.A.B.R.A., Pretoria, 1965, 113 p
Thom, Hendrik Bernardus; Olivier, Nicolaas Johannes Jacobus; De Wet Nel, Michiel Daniël Christiaan & Moolman, Jan Hendrik (s.l.d.d.), *Volkskongres oor die toekoms van die Bantoe : referate en besluite, Volkskongres Bloemfontein, 28-30 junie 1956*, Pro Ecclesia Drukkery, Stellenbosch, 1956, VII+140 p
Van der Merwe, Barend, *Hervestiging van onpruduktiewe Bantoes*, Conférence tenue à Ermelo le 4 avril 1967, Coll. Memorandum N°69/9, Ed. S.A.B.R.A., Pretoria, 1969, 12 p
Van Niekerk, Marlene, *Triomf*, Ed. de l'Aube, Paris, 2003, 640 p